

17 décembre 2008

Du Québec Libéral à la Terre-Neuve des Conservateurs De l'aide aux monopoles de la forêt à leur expropriation

Aujourd'hui, le 17 décembre 2008, le gouvernement Libéral du Québec annonce

« un nouveau programme de prêts et de garanties de prêts qui seront accordés aux entreprises par Investissement Québec. En campagne électorale, les libéraux ont promis que ce programme totalisera un milliard de dollars. Ils se sont également engagés à investir un autre milliard, en deux ans, pour augmenter le capital investi par la Société générale de financement dans des entreprises québécoises. » (Cyberpresse)

Ces montants s'ajoutent au programme similaire de 2006 de trois quarts de milliard \$ destiné spécifiquement à l'industrie de la forêt (PSIF) qui sera bientôt complété par une aide fédérale à ce même secteur. Parmi les monopoles de la forêt qui sont les principaux bénéficiaires de ce soutien, on compte la compagnie Abitibi-Bowater, la plus importante compagnie forestière canadienne (Wikipédia) qui possède plus d'une vingtaine d'installations au Québec (site de la compagnie). Rappelons qu'Abitibi-Bowater vient de fermer son usine de Donnacona, avec sans doute la connivence des Libéraux selon la CSN, où travaillaient environ 250 personnes.

Hier, le 16 décembre 2008, le gouvernement Conservateur de Terre-Neuve annonçait l'expropriation de cette transnationale étasunienne de tous ses droits sur la forêt et les rivières de Terre-Neuve de même que de ses trois centrales hydro-électriques (Globe and Mail). Le montant de la compensation, unilatéralement décidée par le gouvernement, sera connu plus tard. Est exclus de l'expropriation l'usine désuète de Grand Falls qu'Abitibi-Bowater fermera à la fin mars 2009, privant environ 800 travailleurs de leur emploi dans cette ville de 13 000 habitants.

Peu importe que le gouvernement de Terre-Neuve veuille utiliser cette mesure partielle, votée la même journée à l'unanimité de leur Parlement, pour seulement faire pression sur la compagnie pour qu'elle reconsidère sa décision de fermeture. Ce gouvernement d'une nation opprimée, à qui dorénavant les richesses pétrolières donnent les moyens de tenir tête au gouvernement fédéral comme on l'a encore constaté lors des dernières élections, sait aussi se tenir debout face au grand capital. Il sait le faire non seulement face à cette papetière en piteux état qui engrange les pertes et dont la cote boursière a dégringolé de 98% depuis un an mais aussi face aux pétrolières Exxon et Chevron pour augmenter sa part du gâteau sur les revenus des champs pétrolifères offshore (Bloomberg).

Même si le commentateur du Globe and Mail appelle le premier ministre de Terre-Neuve « Danny Chavez », ce nationaliste de droite est plutôt surnommé

par ses compatriotes « Danny Millions » à cause des millions en sa possession. Reste que le nationalisme anti-impérialiste du leader vénézuélien partage avec celui de Danny Williams le même nationalisme de l'opprimé. Tous les deux doivent leur grande popularité à ce sentiment national exacerbé propre aux nations relativement pauvres et humiliées.

La petite nation terre-neuvienne fut une colonie britannique jusqu'en 1949, dotée en plus d'un gouvernement nommé depuis la crise des années 30 qui l'avait ruinée. Elle s'était faite manipulée pour adhérer à la Confédération canadienne par l'« astuce » d'un double référendum coup sur coup en 1948, contre la volonté de sa « Convention nationale » élue au suffrage universel en 1946. Le deuxième référendum fut perdu par un vote de 48% en faveur du « gouvernement responsable » même si cette option avait été majoritaire lors du premier référendum. Jusqu'à récemment contrainte à se taire parce que largement subventionnée par Ottawa, cette nation relève la tête même si c'est par l'intermédiaire du parti Conservateur terre-neuvien.

On rêve d'un gouvernement québécois, Libéral ou péquiste, qui ferait ainsi face tant à Ottawa qu'aux transnationales même d'un point de vue limité de droite. Mais voilà, la « bourgeoisie québécoise », avec ses Bombardier, Power Corporation, SNC-Lavalin et Québecor, est bien intégrée à la bourgeoisie canadienne même si elle en est une composante de plus en plus minoritaire face à la bourgeoisie régionale montante de l'Ouest qui a de plus en plus l'oreille de Bay Street. L'avantage de Terre-Neuve, si l'on peut dire, est l'absence de transnationale locale qui puisse disputer le terrain aux monopoles pétroliers et forestiers de l'extérieur. Seul le gouvernement a cette capacité comme c'était le cas du Québec lors de la « révolution tranquille ».

Un exemple à imiter, par la gauche

Reste que pour Québec solidaire cet exemple est un levier sur lequel s'appuyer tout en lui donnant une tournure de gauche. Côté forêt, ce serait la moindre des choses d'exproprier sans indemnités au moins tous les actifs fermés de ces pilleurs de la forêt mais aussi leurs quelques barrages hydrauliques dont celui d'Abitibi-Bowater au Saguenay (et ceux plus importants de Rio Tinto-Alcan, depuis peu en grève d'investissement, tel que l'avaient exigé ses syndiqués lors de l'occupation de 2004). Il serait temps de leur enlever toute responsabilité en ce qui concerne la gestion de la forêt québécoise tout en leur faisant payer — à eux, à leurs actionnaires et au capital bancaire — le coût de cette gestion encadré nationalement mais décentralisée aux acteurs locaux dont en premier lieu les nations autochtones.

S'il faut aider les entreprises pour éviter des fermetures et des renvois massifs, il revient à l'État d'en devenir actionnaire au prorata du niveau de l'aide et en tenant compte de la valeur dévaluée des actifs et des actions. Il lui revient de

participer activement à la gestion tout en y intégrant les travailleurs de l'entreprise sur la base d'une ouverture complète de la comptabilité d'entreprise et d'établissement sans excuse de secret commercial. Il revient finalement à l'État d'exiger une politique de réinvestissement prioritaire dans l'entreprise ou du moins au Québec sans suppression d'emploi quitte à financer la formation de ses travailleurs en trop, le cas échéant, vers d'autres secteurs à même les profits de l'entreprise.

Cette intrusion dans le prétendu droit de gestion des entreprises, devenu nécessaire en ces temps de crise, ne saurait être efficace sans toucher au capital bancaire dont la grève des prêts, malgré les secours de quelques dizaines de milliards du gouvernement fédéral, oblige le gouvernement québécois à utiliser ses maigres ressources pour s'y substituer. L'indépendance en devient donc un impératif catégorique à la fois pour rapatrier le capital bancaire de Toronto tout en le nationalisant sans indemnité comme le fait le gouvernement britannique et même étasunien, il est vrai partiellement, temporairement et sans contrôle sérieux afin de sauver la City et Wall Street. Un moment donné, il faut en finir avec les ventes pyramidales du capital financier.

On attend donc rapidement des déclarations claires et précises en ce sens de la part de la direction de Québec solidaire qui, pour l'instant, s'est contentée d'avoir avec le Premier ministre une « *rencontre fructueuse, ouverte, cordiale et constructive* » (Le Devoir, 16 décembre 2008) et n'a émis depuis le jour des élections qu'une seule prise de position politique... en appui à l'ADQ. Pas facile, il faut croire, de dépasser les slogans creux de la campagne électorale genre « POUR plus de mieux, CONTRE plus de pire » comme l'humour zapartiste le souligne à la une de l'hebdomadaire Voir.

Marc Bonhomme, 17 décembre 2008